

Avec des positions fortes

Grèves

Spatial

L'Espagne se distingue

Victoire pour Valo'Loire et TEN

*Ne pas reproduire les logiques
d'accaparement*

P.2

P.5

P.6



Édito :

Nos droits reculent. Partout, ils sont contestés, contournés, affaiblis. **Mais une réalité demeure : nos droits tiennent là où des forces sociales et politiques s'organisent pour les faire vivre.**

Sur la scène internationale, les violations se multiplient. En Palestine, le droit international est piétiné. L'arraisonnement de la flottille humanitaire à laquelle participait notre camarade Raphaëlle Primet en constitue une nouvelle illustration. **À Cuba, malgré les condamnations répétées de l'ONU, le blocus perdure.** Dans plusieurs régions du monde, les logiques impérialistes s'imposent au mépris de la souveraineté des peuples. Les institutions internationales constatent, mais elles n'imposent plus.

Dans ce contexte, le droit devient un enjeu de lutte. La mobilisation pour la Palestine, la campagne de solidarité avec Cuba, l'engagement des forces progressistes à l'échelle internationale participent d'un même combat : faire respecter des principes qui, sans rapport de force, restent lettre morte.

Ce constat vaut également dans notre pays. **La tentative de remise en cause du jour chômé le 1er mai, ou celle d'imposer des amalgames entre critique de la politique israélienne et antisémitisme, à travers la proposition de loi Yadan, ont marqué des étapes préoccupantes.** Dans ces deux cas, la mobilisation a permis de faire reculer ces textes.

Là encore, le droit et les libertés n'ont tenu que par l'intervention populaire.

En Loire-Atlantique, cette réalité prend une forme concrète. **Les salariés de Valo'Loire et de TEN ont obtenu une victoire par leur mobilisation.** Les luttes pour l'école publique, les combats pour le logement traduisent une même exigence : faire respecter des droits qui, sans action collective, sont fragilisés ou remis en cause.

Dans ce contexte d'affaiblissement de nos droits, la question de la sécurité et de notre défense revient avec force. Certains proposent d'y répondre par un recul des libertés publiques. D'autres posent la question des moyens militaires, comme avec la construction du porte-avion « France Libre » à Saint-Nazaire. Ces débats ne peuvent être confisqués, car **la sécurité ne peut pas se construire contre le droit, pas plus que la paix ne peut être garantie sans souveraineté.**

Ce numéro des *Nouvelles de Loire-Atlantique* porte une conviction claire : nos droits ne sont jamais acquis. Ils sont un terrain de lutte. Et dans un monde où les rapports de force s'exacerbent, **une seule certitude demeure : sans mobilisation populaire, nos droits reculent ; avec elle, ils peuvent redevenir un outil d'émancipation.**

Mélissa Héлары



États-Unis

Journée « No Kings »

Quelques huit millions d'Américains manifestaient le 28 mars, dans 3300 cortèges, pour la troisième journée « No Kings », contre la « tyrannie » de Donald Trump.

Cette manifestation, immense – il s'agirait de l'une des plus grandes de l'histoire des États-Unis, protéiforme – dénonçant pêle-mêle la politique anti-immigrés et sa police de l'ICE, la guerre menée contre l'Iran, le soutien au gouvernement israélien de Benjamin

Netanyahu, le recul des droits des femmes, des minorités... a révélé une très forte hostilité à l'encontre du président américain et de son administration. Le tout dans une ambiance débordante et quasi-festive.

Est-ce que ces rassemblements, qui concernent pour une large part des populations urbaines et alors que le Parti démocrate peine à convaincre le pays, sont les prémices d'un revirement dans l'opinion américaine ? Les élections à mi-mandat de novembre nous le diront.

Avec des positions fortes

L'Espagne se distingue



Les 16 et 17 avril derniers à Barcelone, le premier ministre espagnol Pedro Sanchez recevait des chefs d'État et de gouvernement progressistes du sud global pour échanger sur la crise du multilatéralisme, la montée en puissance des forces conservatrices et populistes d'extrême droite à travers le monde. Face à l'impérialisme agressif états-unien, les violations systématiques du droit international par les USA comme par Israël, la loi du plus fort et la diplomatie des armes, le monde s'inquiète. La remise en cause des traités, des institutions internationales ou des processus diplomatiques, par des autocrates jusqu'au-boutistes, déstabilise la planète, menace les équilibres géopolitiques et fait craindre le pire pour l'avenir de la paix.

A contrario, le sommet de Barcelone se voulait une première réunion de « la mobilisation globale progressiste » pour que des solutions alternatives, visibles et crédibles émergent enfin dans un contexte de tensions internationales où des pays tels l'Espagne, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Mexique ou la Colombie refusent le désordre que veut imposer la Maison blanche.

Et force est de constater que l'Espagne, comme les pays invités à Barcelone, font preuve de courage et refusent de baisser la tête face aux aventures guerrières de Donald Trump et au génocide mené par Israël à Gaza. Pedro Sanchez confirme ainsi son rôle et celui de l'Espagne comme poids lourds sur la scène internationale. Le *Wall Street Journal* les qualifiant même de « porte-étendard de l'opposition politique occidentale au président des États-Unis ». Les autres États européens dont la France seraient bien avisés d'adopter eux aussi des positions fermes vis-à-vis de Trump et Netanyahu et de faire valoir leur souveraineté politique, économique, diplomatique et militaire, pour exister dans un monde qui a besoin de multipolarité pour trouver les moyens de résoudre les conflits par les voies politiques.



Solidarité Cuba

Briser le blocus

Depuis 1959 et la dictature Batista, le pays a décidé de s'émanciper de la puissance de l'impérialisme étatsunien en construisant une société socialiste indépendante et souveraine. Une réalité inacceptable pour les États-Unis qui fait porter sur ce pays, à 150 km de ses côtes, un blocus et un embargo criminels depuis 1962, dorénavant amplifiés. Des actes illégaux contraires au droit international et aux votes de l'ONU. Une déstabilisation continue dans la durée qui attise les difficultés...

Aujourd'hui la volonté totale d'isoler et d'asphyxier Cuba par un nouveau blocus pétrolier depuis le mois de janvier, de faire tomber la grande île est manifeste. Les graves menaces d'intervention militaire sont un danger permanent de la part du président Donald Trump qui agit aussi pour redéployer l'hégémonie du capitalisme libertarien des USA, ce qu'il appelle une « menace » de Cuba aux intérêts « américains » ! Prochaine cible ?

L'atteinte au peuple cubain, acculé, est immense. C'est un des buts américains, mais la dignité et la résistance demeurent. Les principaux services essentiels sont à l'arrêt, faute d'électricité. Alors que le service médical est une réussite de cette société, d'après l'ONU plus de 110 000 opérations ont dû être repoussées, avec

des risques fatals. Environ 400 000 enfants sont en voie de rupture scolaire suite à la fermeture des écoles et des pensionnats... une situation d'effondrement humanitaire est possible. Une réalité catastrophique.

La France et les gouvernements occidentaux doivent sortir de leur soumission au pouvoir étatsunien et agir. Il s'agit, selon le PCF, d'exiger de notre gouvernement qu'il condamne clairement cet acte de guerre. Dans le même temps, le Parti continue sa campagne de collecte de médicaments. Outre des moyens financiers par exemple pour ré-électrifier un hôpital, il enverra plusieurs containers dans ces prochains mois.

Un collectif Solidarité Cuba de la fédération du PCF 44 a été créé récemment, relayant ainsi la campagne nationale avec d'autres organisations. Le but est d'apporter une aide de solidarité concrète suivant les besoins urgents de la société cubaine. Exemple : du matériel de production énergétique alternatif au pétrole.

Plus que jamais, il est nécessaire de se mobiliser en France et au plan international et d'affirmer notre solidarité internationale à Cuba, à son peuple.

Extrême droite européenne

Meloni sous le poids de la dette publique, défaite d'Orban en Hongrie

Après l'échec de son référendum sur la justice en mars dernier, la présidente du Conseil des ministres italiens Giorgia Meloni est en passe de gouverner l'état le plus endetté de l'Union européenne. Avec une dette publique évaluée à plus de 3139 milliards en février, l'Italie devrait dépasser un endettement de 138 % du PIB en 2026 alors que la Grèce verrait sa dette reculer autour de 137 %.

Dans un contexte où le poids des coûts énergétiques devient de plus en plus imposant, surtout pour un pays ayant renoncé au nucléaire. Auquel s'ajoute un mécanisme comptable décalé lié aux crédits d'impôts immobiliers massivement utilisés à l'époque du « Superbonus », allant même jusqu'à 110 % de remboursement. Pas de miracle économique pour le gouvernement italien d'extrême droite, la croissance s'amenuise d'année en année (0,9 % en 2023, 0,7 % en 2024, 0,5 % en 2025) malgré une politique d'austérité assumée. Bien que 71 % des Italiens estiment que leur pays va dans la mauvaise direction selon un sondage effectué en février, l'héritière du néofascisme conserve une part d'opinion favorable solide.

En parallèle l'extrême droite perd un de ses chefs d'État européens après la déroute de Viktor Orban et de son parti le Fidesz aux législatives hongroises. Après quatre mandats le désor-

mais ex premier ministre n'a recueilli qu'un peu plus de 38 % des voix face à un ancien du Fidesz, Péter Magyar. Ce dernier, ayant quitté le parti d'Orban après 22 années d'adhésion pour fonder le parti Tisza en 2020, obtient 53,56 % des votes lui octroyant 138 des 199 sièges de l'assemblée hongroise. Un discours pro-européen et la promesse de lutte contre la corruption ont donc permis la victoire du candidat s'affichant du centre droit. Ou serait-ce plutôt la défaite d'un Viktor Orban toujours plus autoritaire et restrictif sur les libertés, ce à quoi il faut aussi ajouter le soutien du gouvernement américain avec les déplacements de JD Vance et Marco Rubio respectivement vice-président et porte-parole. Reste maintenant à voir le programme réellement appliqué par son « héritier ».

Une chose se dessine quant aux stratégies des partis nationaux-populistes, le soutien de Donald Trump et les tendances anti-européennes se retrouvent souvent sanctionnés par les électeurs en Europe. Une virulence médiatique qui ne sert pas les volontés de dédramatisation des politiques d'extrême droite, à l'image du Rassemblement national en France. Ce qui ne les empêche pas non plus de dévoiler leur velléités d'un libéralisme économique décomplexé ni leur proximité avec le grand patronat...

Offensive sécuritaire et remise en cause de l'État de droit

Par Robin Salecroix, membre du Conseil National en charge des questions de sécurité et tranquillité publique

Alors que le pays traverse une période de tensions sociales profondes, le gouvernement fait le choix d'un durcissement sans précédent de l'arsenal répressif à travers une série de textes convergents : projet de loi « RIPOST », réforme de la justice pénale (Loi « SURE ») et velléités d'un nouvel allongement de la rétention administrative. **Derrière l'affichage d'un prétendu « choc d'autorité », ces réformes dessinent en réalité une transformation inquiétante de notre État de droit.**

Le Parti communiste français alerte sur la cohérence idéologique de ces textes qui, loin de répondre efficacement aux enjeux de sécurité, participent d'une logique de restriction des libertés publiques et d'affaiblissement des garanties fondamentales. **La multiplication des mesures d'exception tend à devenir la norme**, au détriment du rôle du juge, du contradictoire et des droits de la défense.

La réforme de la justice pénale constitue à cet égard un basculement particulièrement grave. Sous couvert d'efficacité et de réduction des délais, elle introduit des mécanismes qui remettent en cause le cœur même du procès criminel. **La création d'une procédure de reconnaissance préalable de culpabilité criminelle organise un contournement assumé du débat public et contradictoire, substituant à l'audience une logique de négociation sous contrainte.**

En favorisant les aveux comme pivot de la procédure, sans réelle discussion sur la qualification ni garanties suffisantes pour les parties, ce dispositif porte une atteinte majeure aux droits fondamentaux et à la recherche de la vérité judiciaire. Comme le soulignent plusieurs organisations de professionnels (avocats, magistrats), cette procédure revient à « priver définitive-

Le PCF appelle à un sursaut démocratique

Ces orientations suscitent aujourd'hui une mobilisation forte de nombreux professionnels de la justice, des avocats aux magistrats, en passant par des organisations syndicales et des instances représentatives du monde judiciaire.

Le Parti communiste français apporte son plein soutien à ces mouvements qui alertent sur une dégradation sans précédent des conditions d'exercice de la justice et sur les risques majeurs que ces réformes font peser sur les droits des justiciables. Leur mobilisation traduit une inquiétude profonde et légitime face à des réformes qui privilégient des logiques gestionnaires et sécuritaires au détriment des principes démocratiques et de la nécessaire augmentation des moyens humains et financiers dédiés à ces politiques publiques comme d'une réflexion plus profonde sur les doctrines de sécurité dans notre pays.

Pris dans leur globalité, ces textes dessinent une transformation profonde de notre modèle juridique et politique. Ils traduisent un choix clair : celui d'un État qui se dote toujours davantage de pouvoirs de contrainte, tout en réduisant les espaces de contrôle, de débat et de contradiction. Cette évolution est incompatible avec l'exigence républicaine d'une justice indépendante, d'une sécurité progressiste, efficace, accessible et garante des libertés.

Le Parti communiste français appelle solennellement au retrait de ces projets et à l'ouverture d'un véritable débat démocratique sur les politiques de sécurité et de jus-



ment les parties et la société d'un débat public et contradictoire sur les faits ».

Au-delà de cette disposition, l'ensemble du **projet de loi traduit une logique de gestion des flux judiciaires** au détriment des principes. La réduction des délais pour soulever des nullités, l'élargissement des pouvoirs concentrés entre les mains d'un magistrat unique ou encore la possibilité de maintenir une personne en détention provisoire malgré des irrégularités procédurales ou des dépassements de délais, constituent autant d'atteintes directes aux garanties fondamentales. **Le principe selon lequel la liberté est la règle et la détention l'exception est progressivement inversé**, consacrant une forme de banalisation de la détention arbitraire.

Dans le même temps, les projets relatifs à la sûreté et à la loi « RIPOST » participent d'une extension continue des pouvoirs administratifs et policiers, dans une confusion croissante des missions entre prévention, maintien de l'ordre et traitement pénal. L'élargissement des prérogatives de la sécurité privée, conjugué à la montée en puissance des logiques de surveillance et de contrainte, interroge profondément le contrôle démocratique de l'action publique et ouvre la voie à une sécurité à plusieurs vitesses.

L'allongement récurrent de la rétention administrative des étrangers s'inscrit dans cette même fuite en avant. Depuis des années, ces durées sont prolongées sans que leur efficacité ne soit démontrée. **Cette politique d'affichage, qui fragilise les droits fondamentaux, illustre une impasse assumée consistant à substituer la contrainte à toute réflexion de fond sur les politiques migratoires.**



Il réaffirme qu'aucune réponse durable aux enjeux de sécurité ne peut être construite sans s'attaquer aux causes sociales des violences et sans renforcer les services publics, en particulier la justice, l'éducation et la prévention.

Face à cette dérive, il appartient à toutes les forces démocratiques de se mobiliser pour défendre l'État de droit, les libertés publiques et l'exigence d'une justice au service de l'égalité et de la dignité humaine.

Plan Relance logement

Quand sortira-t-on de l'impasse ?

Le Premier ministre a annoncé, le 23 avril, un projet de loi « urgence relance logement » que le Sénat devrait examiner dès le mois de juin. **Cette énième série d'annonces masque mal les multiples erreurs commises sous l'ère Macron**, qui rendent aujourd'hui difficile toute sortie de crise dans le secteur du logement.

Il est vrai que tous les signaux sont au rouge et que l'ensemble des acteurs du secteur tirent la sonnette d'alarme. L'enquête menée par l'Unccas en 2025 confirme un basculement : la crise s'étend désormais à des territoires jusque-là relativement préservés et touche des profils de plus en plus diversifiés — étudiants, salariés, familles, seniors. Ainsi :

- 65 % des CCAS ont reçu au moins une demande de mise à l'abri ;
- 45 % ont accueilli de nouveaux publics, dont 32 % de salariés en CDI ;
- les 46-55 ans constituent désormais la tranche la plus représentée.

Concrètement, **les dispositifs d'urgence ne concernent plus uniquement les publics les plus précaires : ils deviennent un recours pour des ménages insérés qui basculent, faute de solution accessible.**

Le décalage est immense entre l'ampleur du problème et les mesures proposées. Il révèle un cruel manque d'ambition. Le gouvernement tente de nous expliquer qu'il met sur la table « 500 millions d'euros accordés à 700 bailleurs sociaux pour qu'ils construisent plus et rénovent davantage ». Mais attention : il ne fait ici que **rendre une partie du milliard d'euros prélevé chaque année** sur les bailleurs sociaux via la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS), mise en place depuis 2018, et dont les effets délétères sont bien connus.



Le projet confirme la création d'une troisième génération de rénovation urbaine (Anru 3), prévue pour 2030-2040. **Plus large que les précédentes, elle ciblerait aussi les centres-villes dévitalisés, les petites villes et certains territoires ruraux, avec un volet sécuritaire renforcé.** Cette extension suscite toutefois des réserves, notamment celles de l'AMF, qui craint une dilution des moyens destinés aux quartiers prioritaires.

Le texte prévoit également un nouvel acte de décentralisation, en transférant aux maires volontaires la part du contingent préfectoral dans l'attribution des HLM (30 % du parc), sous réserve du respect du Dalo. Les élus pourraient ainsi mieux « orienter la politique de peuplement ». **On peut craindre ici des discriminations et que certains élus choisissent qui vient habiter la commune, y compris dans les logements sociaux.**

Pour accélérer la construction, le gouvernement veut appliquer une méthode « Notre-Dame/Jeux olympiques », mais sans les milliards qui vont avec, en permettant à certains projets municipaux de bénéficier de procédures simplifiées et de dérogations limitées aux PLU, sans remettre en cause l'objectif de zéro artificialisation nette.

Enfin, le projet autoriserait temporairement la relocation des passoires thermiques (F et G), à condition d'engager des travaux rapides pour atteindre au moins la classe E. Environ 700 000 logements seraient concernés.

Manifestations du 1er mai

Mobilisation réussie dans le département

Avec l'annonce d'un nouveau projet de loi sur le travail le 1er mai dévoilé à la mi-avril, une fois de plus la droite et le patronat attaquent la journée de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs. Dans un contexte où les salaires stagnent alors que la vie est toujours plus chère pour les ménages, **le 1er mai n'est pas négociable !**

Dans le département de la Loire-Atlantique, des manifestations ont eu lieu à Nantes, Saint-Nazaire, Châteaubriant, Ancenis, Couëron. Rappelant que le 1er mai est un droit conquis par la lutte, les cortèges composés de syndicats, de salariés, d'étudiants, de retraités et des forces politiques de gauche ont défilé dans une ambiance festive avec en prime une météo printanière ensoleillée.

Cette année sur Nantes le rassemblement de départ s'est déroulé à la Cité des Congrès. La fédération de Loire-Atlantique du PCF a tenu un point d'échanges et de discussions avec également la vente de muguet comme à l'accoutumée. **Les prises de parole des syndicats ont permis de réaffirmer l'importance de la lutte pour le droit des travailleurs, de la défense des acquis sociaux et de la nécessité de pas plier sous les attaques du gouvernement et du patronat.** Le cortège de manifestants s'est ensuite formé pour se mettre en



mouvement avant un premier blocage par les forces de l'ordre au niveau du château des ducs de Bretagne. La manifestation ne peut d'ailleurs pas passer devant la préfecture. Durant tout le défilé, les heurts ont été marginaux mais les réactions des compagnies de CRS plutôt vives au regard du profil convivial de la très grande majorité des quelques 8 000 participants. Comme cela était prévu, le cortège s'est dispersé après être arrivé devant le CHU.

L'esprit festif et convivial s'est poursuivi à la Maison des syndicats, permettant aux manifestants de se restaurer mais aussi de continuer de profiter de la météo dans une ambiance de lutte des travailleuses et des

travailleurs ! Un hommage a été rendu place du Bouffay à Oussama Sbaï, militant CGT nantais décédé quelques jours auparavant. Point regrettable : l'intervention des gendarmes mobiles pour perturber l'hommage et disperser les personnes présentes.

À Saint-Nazaire près d'un millier de manifestants se sont réunis sur la place de l'Amérique latine, rassemblant organisations syndicales, politiques, associations et collectifs de solidarité avant de mettre le cap sur le parc paysager dans une belle ambiance qui s'est également prolongée avec un temps d'échanges conviviaux.

Des représentants de Cuba en Loire-Atlantique

Rencontre avec les communistes

Invités par le Festival de l'Énergie de Soulac, deux camarades cubains sont passés par la Loire-Atlantique, emmenés par des syndicalistes de la CGT.

Après avoir visité la Carrière des fusillés à Châteaubriant, Soynely Cordova Ortiz, ingénieure spécialiste des investissements dans les énergies renouvelables et Luis Dayan Mijares Aguirre, artiste audiovisuel travaillant dans un centre culturel en direction de la jeunesse, étaient reçus par les élus communistes de Nantes et de Saint-Herblain à la Mairie de Nantes, puis par la Fédération de Loire-Atlantique dans ses locaux.

Les camarades avaient beaucoup de questions à poser aux invités, relatives à l'actualité que vivent les habitantes et habitants de l'île : **blocus organisé par l'Administration états-unienne et pénuries en conséquences, notamment énergétiques.**



Après le constat des difficultés vécues, il a été question de l'urgence à développer les énergies renouvelables, en poursuivant entre autres l'installation de panneaux solaires. Julien Delaporte, de la CGT, a rappelé à cette occasion la campagne de solidarité internationale pour envoyer des kits photovoltaïques - panneaux et batteries - à Cuba.

L'échange s'est porté ensuite sur le terrain culturel, sur l'état d'esprit des jeunes Cubains, leur rapport à la politique, leur prise de conscience et les impacts des réseaux sociaux, très hostiles à l'expérience cubaine. Les deux invités ont évoqué la formation indispensable à l'esprit critique et l'unité créée autour du projet social porté sur l'île, puis l'importance du soutien international pour atténuer les effets de l'hostilité américaine.

La rencontre, préparée par Fabienne Cailleau de Solidarité avec Cuba, s'est terminée autour d'un verre de l'amitié.

Enseignement

Non aux fermetures de classes et à l'école à deux vitesses

Comme chaque début d'année, le comité spécial d'administration départemental (CSAD), chargé de définir la carte scolaire de la prochaine rentrée de septembre, rend sa copie sur le nombre de fermetures et d'ouvertures de classes dans le niveau primaire.

Le 30 mars dernier, le CSAD présentait ses conclusions. Sans surprise, ce service du ministère de l'éducation annonçait la mauvaise nouvelle, **la Loire-Atlantique perdrait 89 classes pour seulement 22 ouvertures.** Malgré l'opposition de l'ensemble des syndicats d'enseignants et des associations de parents d'élèves, la décision était prise, même si des nouvelles discussions et négociations avaient lieu. **À l'annonce de ce plan, enseignants comme parents d'élèves entendaient bien continuer à se battre pour défendre les écoles publiques.** Une prochaine réunion de négociations avec les représentants du ministère devait avoir lieu le 7 avril.

Le 7 avril, après des heures de négociations, la direction académique annonçait revenir sur deux fermetures de classes, deux classes avec des élèves Ulis, en situation de handicap, l'une à Ancenis-Saint-Géréon et l'autre à La Baule. Pour Annabelle Cattoni, co-secrétaire départementale du syndicat SNUIPP-FSU « Le CSAD n'a été encore une fois qu'une chambre d'enregistrement d'une décision prise de façon unilatérale ». Pour les organisations syndicales et les associations de parents d'élèves, **« les fermetures de classes de cette année sont une saignée sans précédent. »**

Le budget 2026 de l'Éducation nationale prévoit des milliers de fermetures de classes et la



suppression de 4000 postes d'enseignants. Il s'inscrit dans une logique d'austérité au prétexte de la baisse démographique et des 1,7 millions d'élèves en moins prévus en 2035. Pourtant, **cette baisse démographique pourrait permettre de diminuer le nombre d'élèves par classe, favoriser un meilleur apprentissage, améliorer les conditions de travail des institutrices et instituteurs, des personnels, construire l'école de l'émancipation.** En France, il y a aujourd'hui 23 élèves par classe en moyenne contre 19 dans la moyenne des pays de l'OCDE (Amérique du nord, Europe, Japon, Australie...).

L'école est dans un moment historique, où s'affrontent les intérêts du capital, qui pousse à la baisse de la dépense publique et à la réduction des moyens de l'Éducation nationale et dans le même temps favorise les écoles privées et leur taux de rentabilité. Pourtant, **contrairement aux écoles privées, les écoles publiques accueillent l'ensemble des élèves qui le souhaitent, sans distinctions sociales ou religieuses.** Malheureusement, avec l'affaiblissement organisé de l'école publique, gratuite et laïque par l'État, beaucoup de parents font le choix de scolariser leurs enfants dans des écoles payantes, voire confessionnelles.

Nous ne pouvons plus laisser faire les gouvernements qui marchandisent tout : l'école, la santé, le logement ou les transports publics... La mobilisation des parents, des personnels de l'Éducation nationale, des élus locaux et nationaux est indispensable pour battre la droite et l'extrême droite sur ces sujets pour lesquelles ils assument la hiérarchisation et la reproduction sociale de la société, les inégalités et les injustices tout au long de la vie. Ce faisant, ils rompent les lois scolaires de Jules Ferry et le pacte républicain qu'ils prétendent incarner.

Grève

Victoire pour Valo'Loire



Les salariés de l'usine de traitement des déchets Valo'Loire à Nantes étaient en grève du 20 au 24 avril. Tout est parti d'une initiative de solidarité envers un collègue, visé par une procédure disciplinaire alors qu'il était en arrêt de travail. La grève a rencontré un fort écho chez les ouvriers et techniciens de la chaîne de production. Rapidement, les revendications émergent.

En cause notamment, le management conflictuel depuis le remplacement d'une large partie de l'équipe encadrante l'année passée mais également la sécurité au travail. En effet, la multiplication de bonbonnes de gaz hilarant dans les fours entraîne des explosions dangereuses pour les agents. Enfin, le nerf de la guerre : les salaires. **Pas de revalorisation en pleine crise**

pétrolière alors que la famille Séché, propriétaire du site, compte parmi les 300 plus grandes fortunes françaises.

Ainsi prospèrent les intérêts du capital privé dans la réalisation de missions de service public au sein de la métropole nantaise. Le site est d'ailleurs prévu pour être agrandi dans le cadre du futur centre de traitement et de valorisation des déchets.

Reconductible, la grève de Valo'Loire a reçu la visite fraternelle de l'Union départementale CGT et de Philippe Legrand, conseiller municipal, venu apporter le soutien des communistes. La capacité d'accueil a été réduite à un petit nombre de camions quotidien, le gros des déchets étant redirigés vers le centre de traitement de Couëron, sans que ce dernier ne puisse absorber le surplus.

Les premiers échanges avec la direction se sont montrés difficiles, celle-ci proposant simplement une avance sur treizième mois.

Après près d'une semaine de conflit, les salariés sont sortis victorieux de leur mouvement. Un abandon des mesures disciplinaires pour le collègue concerné et des changements dans l'encadrement. Quant au volet salarial, **si aucune revalorisation n'a été obtenue, des primes ont été arrachées à la direction du site. Au-delà de cette victoire, la grève a surtout permis, de l'aveu même des agents concernés, de souder les collègues.**

Le Parti communiste français félicite les salariés de Valo'Loire pour leur victoire dans l'unité.

À la TEN, la lutte a payé !

Questions à Stéphane Delassault, délégué syndical CGT de Tôlerie Émaillerie Nantaise (TEN)

NLA : Vous avez été en lutte pendant trois semaines, qu'est ce qui a poussé les salarié-e-s à la grève ?

Suite à une expertise comptable qui nous a révélé le « montage financier », d'un ras-le-bol depuis plus de deux ans sur l'organisation du travail et de non considération de la part des cadres et de la direction. Nous n'avons plus de prime de participation depuis plus de deux ans également. Des postes à responsabilité payés toujours au rabais au fil des années. Ça commençait à chauffer dans les ateliers et l'ambiance était de plus en plus tendue... jusqu'à l'explosion, la grève!

NLA : Quelles étaient vos revendications ?

Une augmentation du taux horaire de 5 %, une augmentation de la prime de transport, une prime compensatoire en cas de non-prime de participation, une prime de partage de la valeur de 3000 €, la revalorisation des coefficients à poste supérieur et non des primes à durée indéterminée, le passage de gratification annuelle d'assiduité en treizième mois. Nous voulions aussi que les responsables fassent leur travail, tant socialement que professionnellement. Nous voulions également pouvoir jouir de nos vacances comme bon nous semble, plus de reconnaissance et respect du personnel, favoriser l'embauche des salariés intérimaires afin d'en réduire le nombre et le coût, la mise en place d'un déroulement de carrière pour tous les salariés de l'entreprise. Aucune véritable



formation n'a été proposée depuis plusieurs années. Pourtant, au vu des nouvelles technologies investies par l'entreprise, des propositions devraient être faites. Enfin, nous avons exigé le paiement des jours de grève.

NLA : Qu'avez-vous obtenu du patronat avec ce rapport de force ?

Nous avons réussi à obtenir un étalement des heures de grève jusqu'à décembre 2026, la possibilité de faire des heures supplémentaires au mois de juin et septembre, une prime exceptionnelle de 1280 € bruts pour les groupes d'emploi A à E et 360 € bruts pour les groupes d'emploi F et au-dessus.

Nous avons gagné l'augmentation de la prime de transport qui est de 17,95 € bruts à 23 € bruts jusqu'au mois de septembre, une augmentation générale de 2,7 % pour le groupe d'emploi de A à E et 1,5 € pour les groupes d'emploi de F et au-dessus. L'entreprise propose d'associer le CSE à la définition et au suivi d'un plan d'action sur l'organisation au

travail, la communication interne, la relation entre encadrement et équipes, etc. La tenue de réunions régulières CSE/CSSCT thématiques (organisation, intérimaires, RPS, etc.) et la poursuite si nécessaire de démarches de médiation de groupes ou bilatérales. Au-delà de ça, nous avons montré à la direction que nous pouvions tous restés uni-e-s et soudé-e-s pour inverser le rapport de force!

Inspection du travail

Des attaques aux droits des salariés

Le droit du travail est un droit un peu particulier. En son cœur repose une réalité fondamentale : la relation entre l'employeur et l'employé n'est pas une relation égalitaire. Un corps spécifique, l'inspection du travail est chargée de la faire respecter.

Ce corps de contrôle, dont l'histoire remonte au milieu du XIXe siècle, a d'abord eu pour mission de faire respecter l'interdiction du travail des enfants de moins de huit ans. Depuis 1946, la France s'est engagée dans le cadre de l'Organisation internationale du travail, à maintenir un service indépendant de contrôle du travail.

Cette reconnaissance juridique minimale de l'exploitation salariale et de la domination qui l'accompagne est régulièrement remise en cause. La baisse des effectifs au sein de l'Inspection du travail en est une illustration. C'est une forme d'attaque indirecte des droits des salariés et de contestation de la formalisation du salariat comme relation asymétrique.

Désormais, la pression intervient dès la formation. Des élèves inspecteurs jugés trop vindicatifs ont été contraints de redoubler leur première année de formation quand



d'autres n'ont pas été titularisés après leurs stages.

En avril dernier, Radio France révélait pourtant qu'un rapport alertait sur une ambiance morose. Les baisses d'effectifs, de 16 % entre 2015 et 2026, ont entraîné une surcharge importante de travail. Le manque de soutien hiérarchique face aux conflits avec les employeurs, qui peuvent être violents, était également dénoncé. S'y ajoute une culture du chiffre (100 contrôles par an) qui réduit la portée réelle des inspections et fait perdre le sens de leurs missions aux agents.

Un nouveau seuil a été franchi quand le premier ministre a encouragé à ne pas respecter le caractère chômé du Premier mai. Des inspecteurs dans l'Isère ont été empêchés dans leurs missions par leur direction et l'un d'eux a même été physiquement agressé pour avoir protesté. Pas gêné, le chef du gouvernement a persévéré et mis en scène son soutien à un patron sanctionné pour avoir forcé ses employés à travailler le 1er mai.

L'humiliation pour les inspecteurs du travail ne pouvait être plus grande et le mépris pour les droits des salariés plus clair.

Exposition « Sorcières »

De la crainte et la répression à la réhabilitation



Après une immersion dans une œuvre-forêt de contes, l'exposition nous entraîne dans l'univers de la magie et des jeteurs – de jeteuses surtout – de sorts au travers des siècles. De la déesse Hécate, divinité de la magie, des carrefours et des profondeurs aux militantes féministes se revendiquant en modernes sorcières, nous découvrons l'histoire de mythes qui ont façonné l'imaginaire de nos sociétés à chaque époque, révélant nos craintes de l'inconnu et de la mort.

Le parcours qui nous est proposé au travers des 180 œuvres et objets présentés révèle une histoire des renversements des valeurs portées par les pouvoirs en place, politiques et religieux. Ceux-ci vont alors tout mettre en œuvre pour conforter leur domination, allant jusqu'à tenter plus de 100 000 procès en sorcellerie entre les XIVe et XIXe siècles et exécuter entre 60 000 et 90 000 personnes, femmes pour la très grande majorité, avec un acharnement obsessionnel.

C'est ainsi que, dans un monde patriarcal, la femme peut représenter « l'autre », dont les attributs domestiques – le balai, le chaudron... – peuvent devenir « preuves » de sorcellerie ou que le juif, étranger par excellence dans une Europe chrétienne, en vient à fournir des éléments « identitaires » : chapeau pointu, sabbat (déformation du Shabbat juif), étoile à six branches, « nez crochu » et autres élucubrations sorties de l'esprit tordu des inquisiteurs de l'époque, théorisées dans des manuels qui alors faisaient foi.

Avec l'époque moderne et le développement des Lumières, ce foisonnement d'imaginaire va être mis à profit dans les arts : littérature, peinture, théâtre, cinéma...

Certes passionnante, la visite de l'exposition peut être faite en visite guidée sur réservation, rien de tel pour obtenir des réponses aux questions soulevées.

Exposition « Sorcières » au Château des ducs à Nantes
Du 7 février au 28 juin 2026

Artemis II

Le spatial ne doit pas reproduire les logiques d'accaparement déjà à l'œuvre sur Terre

La mission Artemis II marque une étape décisive dans le retour de l'humanité vers la Lune. Prévue comme le premier vol habité du programme Artemis, elle a envoyé début avril quatre astronautes en orbite lunaire sans alunissage, afin de valider les systèmes de navigation, de propulsion et de survie du vaisseau Orion. Scientifiquement, l'enjeu est majeur. Il s'agit de préparer des missions de surface durables, ouvrant la voie à une présence humaine prolongée et à des recherches inédites sur la géologie lunaire, les ressources *in situ* (notamment l'eau sous forme de glace) et les conditions d'une exploration habitée lointaine.

Mais au-delà de la prouesse technologique, Artemis II s'inscrit dans un contexte de compétition internationale renouvelée. Les États-Unis, via la Nasa, cherchent à réaffirmer leur leadership spatial face à la Chine, qui développe son propre programme lunaire habité. Cette dynamique pose une question politique centrale. L'espace doit-il devenir un nouveau terrain de rivalités entre puissances, ou un bien commun de l'humanité ?

Du point de vue communiste, la réponse ne peut être ambiguë. L'exploration spatiale constitue un formidable levier de coopération scientifique et de progrès partagé. Elle mobilise des ressources publiques considérables, justifiées si elles servent des objectifs collectifs : connaissance, innovation, transition écologique (via les retombées technologiques), et non



une logique de prestige national ou de militarisation.

Or, le programme Artemis repose aussi sur des partenariats industriels privés massifs et sur une logique d'appropriation potentielle des ressources lunaires, encouragée par des accords internationaux contestés. Cette orientation interroge. Peut-on accepter que les ressources extraterrestres deviennent l'objet d'une captation par quelques grandes puissances et multinationales ?

Face à ces enjeux, la France et l'Europe doivent porter une autre voix : celle d'une gouvernance internationale de l'espace fondée sur le droit, la coopération et le partage. Le spatial ne doit pas reproduire les logiques d'accaparement déjà à l'œuvre sur Terre.

D'autant que pour l'Europe de l'espace, le changement de pied récent de l'administration américaine quant à l'architecture de ses propres missions pose la question de savoir ce qu'il va advenir de ses accords passés avec la Nasa. Plus particulièrement dans le cadre du projet « Gateway », qui prévoyait l'envoi de trois astronautes européens dans des missions Artemis.

Artemis II ouvre ainsi une double perspective. Un horizon scientifique enthousiasmant, mais aussi un débat politique crucial. À nous de faire en sorte que la conquête de la Lune ne soit pas celle de nouveaux intérêts privés, mais bien un pas de plus vers un patrimoine commun de l'humanité.

Intelligence artificielle

Les nouveaux codes du travail



Le dernier numéro de *La Vie Ouvrière* est consacré aux effets conséquents de l'Intelligence artificielle sur le monde du travail. Longtemps confinées aux laboratoires, l'IA a franchi un seuil dans son développement au début des années 2000 et représente aujourd'hui une menace concrète pour de nombreuses professions : de 40 % à 60 % des emplois à l'échelle mondiale seraient directement impactés selon le Fonds monétaire international.

Emprise des géants américains de la Tech, détournement des lois nationales par celles-ci, fraude aux droits d'auteur mais aussi risques de désinformation, biais manipulateurs, gestion des ressources humaines algorithmique, les problèmes soulevés par les avancées de l'IA sont multiples et entraînent des conséquences considérables pour l'ensemble du monde du travail. Au-delà, ce sont aussi des questions de besoins énergétiques, de données personnelles ou confidentielles divulguées, utilisées à des fins marchandes...

Avec des analyses et des entretiens qui prennent des angles économiques, sociologiques, psychologiques, juridiques, avec une enquête sur l'obsession du rendement dans la fonction publique et des témoignages divers de travailleuses et travailleurs, la revue montre comment les syndicats réagissent, forment leurs adhérents et posent les jalons d'« une autre IA ». Position difficile, en face du patronat qui ne voit dans la nouvelle technologie que la possibilité d'extraire toujours plus de gains de productivité, il est temps d'appréhender le sujet.

La Vie Ouvrière, printemps 2026, 9,50 €

Un communisme de conquêtes

Congrès du PCF, c'est parti !

Les communistes sont lancés dans la préparation de leur 40e congrès. En Loire-Atlantique, à l'invitation de la direction départementale, **les sections du PCF ont commencé à discuter et à débattre en attendant leurs congrès locaux respectifs. Le Conseil départemental a quant à lui déjà procédé à la mise en place des commissions statutaires.**



Il a désigné les premiers membres de la commission départementale de transparence qui sera chargée de veiller à la bonne tenue des débats et des travaux de congrès. Les premiers membres de la commission départementale du texte ont également été nommés. Ils seront chargés de recueillir les amendements au **texte de base commune qui sera choisi lors de la consultation des 6 et 7 juin** et de les instruire. Enfin, les premiers membres de la commission des candidatures sont aussi désignés, ils recueilleront toutes les candidatures pour la future direction départementale et proposeront les candidats ligériens pour le Conseil National du PCF. Ces deux dernières commissions seront élargies par **les congrès des sections de la mi-juin** pour être complètes au moment du **congrès départemental le week-end du 20 juin**. Le congrès départemental votera ensuite sur les amendements au texte issus des congrès de section et retenus par la commission du texte. Enfin, il désignera la liste des membres de la prochaine direction départementale et la liste des délégués du PCF 44 qui participeront au congrès national.

Robin Salecroix, Secrétaire départemental du PCF, s'est adressé aux adhérents de la Loire-Atlantique pour rappeler l'importance de ce temps démocratique qui montre l'attachement des communistes aux prises de décisions collectives : « **Un congrès n'est jamais une formalité. C'est un acte politique majeur.** C'est le moment où les communistes débattent, confrontent leurs analyses, enrichissent collectivement leur projet et décident des orientations qui guideront notre action dans les années à venir ».

Il a également rappelé le contexte dans lequel se déroulait le 40e congrès : « Dans une période marquée par la crise profonde du capitalisme, la montée des inégalités, **l'urgence écologique, la progression de l'extrême droite et la crise démocratique, notre responsabilité est immense. Nous devons être à la hauteur des défis historiques.** » Robin Salecroix insiste aussi sur le contenu politique que devra porter le congrès des communistes, avec des orientations politiques claires pour les prochaines années et des directions qui devront les mettre en œuvre. À ce propos, la base commune adoptée par le Conseil National le 29 mars à 77 % des membres du CN, intitulée « Un communisme de conquêtes » est une bonne base de travail : « Ce soutien large témoigne d'un socle politique solide, d'une volonté partagée de doter le Parti d'une stratégie ambitieuse pour franchir une nouvelle étape dans la reconquête de son influence et de son utilité. Ce texte pose des analyses fortes. **Il identifie une crise systémique du capitalisme, marquée par des bouleversements économiques, sociaux, écologiques et géopolitiques profonds. Il affirme la nécessité de reconstruire une conscience de classe, de remettre le travail au cœur du projet politique, de défendre une République sociale et démocratique refondée, de porter une perspective de dépassement du capitalisme à travers un socialisme aux couleurs de la France et insiste sur le rôle décisif du PCF dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail.** Mais ce texte n'est pas figé. Il n'est ni un programme clé en main, ni un document clos, c'est un point de départ. Conformément à nos statuts et à notre tradition démocratique, il appartient désormais aux communistes de s'en emparer, de l'enrichir et d'en faire un document d'orientation pour les années à venir. »



Il termine son adresse aux communistes en les appelant à la participation massive pour toutes les étapes du congrès : « **Le congrès doit être pour nous un levier pour renforcer notre présence, notre organisation, notre capacité d'intervention. Il doit nous permettre de mieux articuler notre action locale avec une stratégie nationale cohérente et offensive. Car au fond, la question posée est simple : quel PCF voulons-nous pour affronter la période qui vient ?** ».

Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République

Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale

La République pour laquelle militent les communistes doit redevenir pleinement démocratique, laïque, universaliste. Elle vise à « pousser jusqu'au bout » les principes édictés par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait « éclore l'idée communiste ». Elle entend s'appuyer sur sa conception de la nation, définie comme communauté politique des citoyens et des citoyennes, qui récuse toute référence ethnique ou filiation religieuse telles qu'il en existe ailleurs en Europe ou dans le monde. Elle revendique l'héritage des grandes révolutions françaises qui ont affirmé l'égalité des droits, la souveraineté populaire et l'universalité de la citoyenneté contre les privilèges : de 1789 et la Commune de Paris jusqu'au Front populaire et à la Résistance, ces combats ont posé les fondements d'une République conçue comme un projet d'émancipation humaine. Ce combat républicain est un combat de classe car la République ne peut devenir pleinement démocratique et sociale sans remettre en cause la domination du capital sur le travail. [...]

une véritable capacité d'évaluation et la maîtrise de son ordre du jour. L'instauration d'une proportionnelle réelle, assurant à tous les courants une représentation correspondant à leur influence électorale, est indispensable pour que chaque voix compte et que le pluralisme soit respecté.

Mais la souveraineté populaire ne peut s'exercer uniquement lors des élections. La démocratie ne peut être une simple délégation mais doit être un processus permanent : référendum d'initiative citoyenne encadré et droit de pétition effectif.

Cette exigence doit également s'incarner dans tous les territoires. Depuis la Révolution française, les collectivités locales sont le cœur battant de la République, elles doivent disposer des moyens (financiers comme humains) nécessaires pour répondre aux besoins des populations.

Extrait du projet de base commune adopté par le Conseil national
Un communisme de conquêtes

De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire

Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République. Rompre avec le présidentielisme signifie refonder l'État et la vie politique du pays sur un principe clair : la souveraineté appartient au peuple.

Cela suppose de redonner toute sa place à la représentation nationale. Le Parlement doit redevenir le cœur de la vie démocratique, avec des pouvoirs renforcés de contrôle et d'initiative,

Calendrier :

- 6 & 7 juin 2026 : Vote des communistes pour le choix de la base commune
- 13 & 14 juin 2026 : Congrès de section
- 20 & 21 juin 2026 : Congrès départementaux
- 3, 4 & 5 juillet 2026 : Congrès national

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément Chebanier
Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@gmail.com



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro Maia Benoît Lusseau Pascal Divay
Robin Salecroix Louis Chrétien Adrien Héлары
Guilhem de Bourmont

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA
Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
Chèque à l'ordre de ADF44
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE **Je viens du futur et nous avons gagné**

On sourit volontiers en lisant la pancarte, on salue le costume de cosmonaute et on félicite le camarade qui a eu cette idée. La perspective de la victoire est si tenue que cela fait plaisir de l'envisager et d'imaginer un cortège de 1er mai sans le regard soupçonneux de dizaines de CRS autour et sans le doux parfum de lacrymogènes.



Entre la militarisation du pays, l'austérité imposée comme une chape de plomb sur les finances publiques, les attaques impérialistes des États-Unis et d'Israël contre les peuples du monde entier, le nombre record d'accidents du travail qui touchent surtout les jeunes, la banalisation de l'extrême droite et son amitié avec l'aristocratie oisive européenne et les attaques récentes du gouvernement et du patronat contre le 1er mai, il n'y a pas tellement de quoi se réjouir.

Et pourtant, on peut distinguer de ces attaques contre les travailleurs, les jeunes et les peuples **la crise que traverse le capitalisme contemporain**. Les États-Unis étouffent Cuba mais cette dernière résiste, a même récemment reçu l'approvisionnement de pétrole russe et a même réussi à raffiner son propre pétrole. Trump lance une offensive sur l'Iran, entraînant une crise énergétique mondiale, ce qui affaiblit sa position intérieure. **Pire encore, un récent sondage de YouGov indique que la jeunesse états-unienne a majoritairement une bonne image du socialisme et que 34 % d'entre eux apprécient l'idée du communisme.** En France, la droite a tenté de criminaliser la solidarité avec la Palestine mais a dû temporairement reculer. Idem sur le 1er mai où il a été tenté de rompre l'universalité de ce jour férié et chômé. Là aussi, **la bourgeoisie a dû reculer.**

Lorsque le capitalisme traverse une crise, il a tendance à se cramponner à son pouvoir, ce qui solidifie sa position mais aussi ôte à son régime son paravent démocratique consensuel. La forme la plus aboutie de cette rigidité a donné le fascisme. **Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la bourgeoisie se tourne progressivement vers l'extrême droite.**

Mais face à cela, la lutte vient plus naturellement. Par exemple, lorsque la sélection sociale de Parcoursup devient trop évidente, les lycéens s'organisent plus facilement contre cette plateforme de casse sociale. La répression est aussi plus dure, comme ça a pu être le cas à l'Université de Nantes en début d'année.

Ces contradictions sont de petits trous de souris dans lesquels nous devons aller pour remettre en cause ce système d'exploitation. Notre tâche de jeunesse communiste n'est pas simplement d'augmenter la sympathie des jeunes pour le communisme, comme aux USA, **mais aussi de les former et de les organiser sur leurs lieux de vie, d'étude et de travail.** C'est comme cela que nous pourrions dire fièrement : nous avons gagné.

Festival Fumetti 2026

Place aux arts graphiques



La Maison Fumetti, « le lieu nantais dédié à la bande dessinée et aux arts graphiques », organise au fil des mois des rencontres avec des autrices et des auteurs, des expositions, des ateliers et autres événements.

À la fin du mois de mai, elle organise son festival annuel, « festival populaire et convivial, une kermesse graphique faisant la part belle aux créateurices passionnés ». Au programme : des soirées, un salon d'édition indépendant, des expositions, des rencontres, des ateliers et des concerts !

Les expositions :

- Chöd, œuvres de Helge Reumann – du 29 au 31 mai
 - Dans le ventre des contes, œuvres de Juliette Barbanègre – du 20 mai au 20 juillet
 - Les métamorphoses, œuvres de Nicole Claveloux – du 20 mai au 15 juillet
 - Devenir une pierre, en hommage à Gwenaël Manac'h – du 20 mai au 20 juillet
- Nantes, du 27 au 31 mai à la Manufacture des tabacs, au Lieu Unique et à l'Enchantier.

Fête de l'Huma 2026

Vignettes et programmation



Les bons de soutien donnant accès à la Fête de l'Humanité sont arrivés à la fédération du PCF de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes, à Nantes). Pensez à venir rapidement chercher vos vignettes et à soutenir le journal *L'Humanité* pour seulement 45 €. Événement culturel et politique majeur, la Fête de l'Huma rassemble chaque année des dizaines de milliers de personnes autour de concerts exceptionnels, de débats, de rencontres militantes et d'un village associatif unique en France.

Côté musique, l'édition 2026 va accueillir des artistes comme Louane, Superbus, Gauvin Sers, Aïta mon amour, The Limiñanas ou encore Oxmo Puccino. L'ensemble de la programmation va bientôt être disponible. Pour la suivre, rendez-vous sur le site fete.humanite.fr.

En prenant votre vignette, vous soutenez non seulement un moment populaire incontournable, mais aussi *L'Humanité*, dernier grand quotidien national indépendant des puissances financières. **Participer à la Fête et soutenir la presse libre sont des actes politiques forts, porteurs d'espoir et de résistance.**

Front populaire 1936

Riposte et mouvement social émancipateur

Au lendemain de la puissante manifestation antifasciste du 14 juillet 1935, la gauche française s'unit autour d'un programme. Un processus commencé dès le 6 février 1934 en

opposition aux tentatives des ligues d'extrême droite contre la République et l'Assemblée nationale, des émeutes violentes qui se produisent dans un contexte de montée des fascismes en Europe (Italie, Allemagne, Portugal...) et de crise (le krach boursier de 1929). Souvent réprimées dans le sang, les premières ripostes populaires en essor et la manifestation du mouvement ouvrier du 12 février ont construit progressivement la volonté unitaire entre la SFIO et le PCF (SFIC) d'une part et les deux CGT d'autre part.

Les deux partis de gauche signent un pacte d'unité d'action antifasciste en juillet 1934. Aidé par les évolutions de l'Internationale Communiste, Maurice Thorez - secrétaire général du PCF - prend l'initiative et lance un appel au Parti radical en congrès à Nantes pour un Front populaire « pour le pain, la paix, la liberté ».

Il s'agit d'élargir la base sociale et politique du rassemblement. Ce Front (politique syndical et associatif) comptera jusqu'à 100 organisations dont la LDH (Ligue des Droits de l'Homme).

En mai 1936, la victoire du Front populaire aux élections législatives s'accompagne d'une explosion sociale sans précédent. Le gouvernement de gauche piloté par Léon Blum, sans participation communiste mais qui agit dans les entreprises (le « ministère des masses »), prend des mesures qui modifient profondément le monde du travail : les emblématiques congés payés, les quarante heures, les fortes augmentations de salaire, l'office national du blé...

On passe de l'utopie à la réalité, les grèves et occupations d'usine vont permettre un rapport de force favorable aux revendications ouvrières et travailleuses. Un souffle neuf s'est construit qui perdure dans nos espoirs.

